Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les autorités fédérales profitent de la crise bancaire pour introduire la monnaie numérique de la banque centrale, avertissent les experts

Par Brenda Baletti
Mondialisation.ca, 27 mars 2023
The Defender 21 mars 2023

Région : États-Unis
Thème: Économie

Une semaine et demie après que la deuxième plus grande faillite bancaire de l'histoire des États-Unis a déclenché l'incertitude dans l'économie mondiale, les experts avertissent que les faillites bancaires et les mesures de stabilisation prises par la Réserve fédérale (la « Fed ») et Wall Street créent une consolidation bancaire encore plus importante – et pourraient ouvrir la voie à la banque centrale monnaie numérique [central bank digital currency (CBDC)].

La faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) au début du mois a entraîné celle de la Signature Bank, la fermeture volontaire de la Silvergate Bank et la reprise des trois banques par la FDIC [Federal Deposit Insurance Company].

En réponse, la principale agence de notation Moody's a abaissé les perspectives de l'ensemble du système bancaire américain à « négatives ».

Aujourd'hui, la crise bancaire s'étend à l'Europe. Le week-end dernier, les régulateurs suisses ont organisé un « mariage forcé » entre UBS et Credit Suisse, une banque en difficulté, dans le cadre d'un effort visant à stabiliser la banque face aux inquiétudes croissantes concernant l'imminence d'une crise financière majeure.

L'effondrement et le déclassement de ces banques ont renforcé la position de ce que l'on appelle désormais les banques d'importance systémique (BIS), des institutions financières dont la faillite pourrait déclencher une crise financière.

Ces institutions financières « trop grandes pour faire faillite » – qui comprennent JPMorgan Chase, Bank of America, Goldman Sachs, Citigroup et Wells Fargo, entre autres – ont été inondées de milliards de dollars de nouveaux dépôts « alors que les prêteurs plus petits sont confrontés à la tourmente », a rapporté le Financial Times.

Cela s'est produit malgré le fait que le gouvernement fédéral soit intervenu la semaine dernière pour garantir tous les dépôts des clients de SVB et de Signature.

Cette série d'événements a conduit les analystes à s'interroger sur la façon dont cela pourrait ouvrir la porte au projet exploratoire de la Réserve fédérale de lancer une CBDC.

Kim Iversen, journaliste indépendant et commentateur politique, a déclaré qu'une CBDC était « l'objectif final » de la Fed. Elle a prédit que la poursuite de la consolidation des

petites banques en grandes banques rendrait « d'autant plus facile le déploiement d'une monnaie numérique de banque centrale et d'un score de crédit social pour nous tous ».

Mme Iversen a ajouté : « Vous voulez contrôler quelqu'un, contrôler son argent et c'est en fin de compte l'objectif final. »

La Fed et le Trésor américain veulent « centraliser le contrôle et la monnaie ».

Catherine Austin Fitts, fondatrice et présidente du Solari Report, a déclaré au Defender que l'instabilité financière que nous connaissons actuellement est « le symptôme d'une mauvaise gestion du crédit fédéral par la Fed et le département du Trésor américain sur une très longue période ».

Elle a déclaré que l'objectif de leurs stratégies de gestion économique était de « centraliser le contrôle et de centraliser l'argent ».

L'économiste Jeffrey Sachs a expliqué que la racine directe de la crise actuelle est le resserrement des conditions monétaires par la Fed et la Banque centrale européenne après des années de politique monétaire expansionniste.

Au cours des dernières années, ils ont tous deux maintenu les taux d'intérêt proches de zéro et inondé l'économie de liquidités sous la forme d'un assouplissement quantitatif – ou « impression d'argent » – puis de mesures de lutte contre les pandémies, ce qui a conduit à l'inflation.

Les deux banques centrales resserrent actuellement leur politique monétaire et augmentent les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation.

Les régulateurs fédéraux ont encouragé les banques à investir à long terme dans les bons du Trésor et les titres adossés à des créances hypothécaires, a déclaré Mme Austin Fitts. Mais ces investissements à long terme ont été réalisés avec des dépôts à court terme.

Les banques ont acheté ces instruments lorsque les taux d'intérêt étaient bas, mais lorsque la Fed a commencé à relever agressivement les taux d'intérêt, la valeur des portefeuilles des banques a baissé.

Mme Austin Fitts a également souligné que le portefeuille de prêts de la SVB – comme celui de Signature et Silvergate – était composé d'entreprises en démarrage [start-ups] dans le domaine des sciences de la vie et de la biotechnologie – des secteurs spéculatifs dont le remboursement des prêts dépend de la réussite de l'introduction en bourse.

À mesure que l'économie se refroidit, les défaillances et les ralentissements se multiplient dans ce type de portefeuille de prêts, a-t-elle déclaré.

Les changements réglementaires opérés sous l'administration Trump, qui ont réduit certaines exigences imposées aux banques de taille moyenne, ont permis à ces dernières d'augmenter leur nombre de dépôts bancaires non assurés, a rapporté The Lever.

La SVB et Signature Bank sont allées jusqu'à l'extrême, avec des dépôts non assurés de 94 % et 90 %, respectivement, selon le Wall Street Journal.

Dans le cas de la SVB, les clients ont commencé à retirer leurs liquidités lorsqu'ils ont constaté que l'inflation faisait baisser la valeur des actifs de la banque. Les réserves de la banque ont inquiété de plus en plus de monde, notamment lorsque Peter Theil a demandé aux sociétés du portefeuille du Founders Fund de retirer leur argent de la banque, ce qui a entraîné une ruée sur la banque.

« Cela m'a semblé être un jeu de guerre économique ou politique, ou les deux », a déclaré Mme Austin Fitts. Elle a déclaré que différentes personnes pouvaient avoir des raisons politiques ou économiques de vouloir faire tomber une banque, mais qu'il était difficile de savoir si de telles allégations étaient vraies.

De nombreux acteurs du monde des crypto-monnaies soutiennent que ces banques ont été démantelées parce qu'elles détenaient certains des plus gros enjeux de l'industrie des crypto-monnaies parmi les banques du pays.

Signature Bank, la deuxième banque à faire faillite, comptait parmi ses clients cryptographiques USD Coin – une monnaie numérique entièrement garantie par des actifs en dollars américains – l'émetteur de stablecoins Circle, la bourse d'échange de cryptomonnaies Coinbase et Fireblocks, le réseau de transfert de fonds pour les règlements et les paiements en cryptomonnaies.

L'ancien représentant américain Barney Frank, l'un des architectes de la loi de réforme Dodd-Frank rédigée après la crise financière de 2008 pour renforcer la législation sur les grandes banques et ancien membre du conseil d'administration de Signature, a déclaré à CNBC qu'il n'y avait « aucune raison objective » pour que Signature soit saisie.

« Je pense que ce qui s'est passé, c'est que les régulateurs voulaient envoyer un message anti-crypto très fort », a déclaré M. Frank. « Nous sommes devenus l'exemple à suivre parce qu'il n'y avait pas d'insolvabilité sur la base des fondamentaux.

Silvergate Bank, la troisième banque reprise par la FDIC, avait annoncé son intention de procéder à une liquidation volontaire le 8 mars, après qu'une chute du marché des crypto-monnaies eut effrayé les déposants.

JPMorgan Chase : « Un modèle d'entreprise fondamentalement criminel ... protégé et soutenu par la banque et le Trésor »

La Fed et le département du Trésor sont rapidement intervenus la semaine dernière, publiant une déclaration commune selon laquelle un fonds garanti d'assurance des dépôts bancaires couvrirait les dépôts des titulaires de comptes auprès de SVB et de Signature, au-delà des 250 000 dollars habituellement couverts par la FDIC.

La Réserve fédérale met des fonds supplémentaires à la disposition des banques par le biais d'un nouveau « programme de financement à terme des banques », qui prête de l'argent aux banques contre leurs titres du Trésor américain, leurs titres adossés à des créances hypothécaires et d'autres garanties, ce qui est la façon dont de nombreuses banques détiennent leurs réserves.

Ce nouveau programme permettrait aux banques d'emprunter sur leurs titres à leur pleine valeur, même s'ils se négocient actuellement bien en dessous de cette valeur, mettant potentiellement le gouvernement en danger d'assumer les pertes futures encourues par les

banques.

Les critiques estiment qu'il s'agit essentiellement d'un assouplissement quantitatif – la stratégie gouvernementale consistant à « imprimer de l'argent » – sous une nouvelle forme.

Certains analystes, comme Matt Stoller, directeur de recherche à l'American Economic Liberties Project, critiquent ces renflouements, soulignant qu'ils continuent à récompenser un comportement financier risqué que des banques comme la SVB ont adopté avec leurs clients – en offrant des prêts inférieurs au marché et d'autres avantages courants dans la Silicon Valley.

Mais dans un entretien avec l'humoriste et commentateur politique Jimmy Dore, l'investisseur technologique David Sacks a affirmé que l'enjeu était plus important. Selon lui, si la Fed n'était pas intervenue, tout l'argent aurait fini dans les quatre premières banques.

« La personne qui se lèche les babines à propos de toute cette affaire, qui ne veut pas d'un sauvetage des banques régionales, est Jamie Dimon, parce qu'il dirige JPMorgan Chase, la plus grande banque », a-t-il déclaré.

Le Washington Post a également indiqué qu'à la suite de l'effondrement des banques, des milliards de dollars ont été transférés des petites banques et des banques régionales dans les coffres de banques géantes telles que JPMorgan Chase et Bank of America – un changement qui signifie probablement « une plus grande consolidation du secteur bancaire ».

Cela aura des conséquences désastreuses pour les banques régionales, qui « devront payer davantage pour se financer, soit en augmentant les taux d'intérêt sur les dépôts, soit en payant des coûts de prêt plus élevés sur le marché de gros ».

Au cours des 30 dernières années, plus de 10 000 banques – essentiellement des petites banques – ont disparu des États-Unis.

Marty Bent et Michael Krieger, qui se sont entretenus avec la journaliste d'investigation Whitney Webb dans un épisode récent de son podcast « Unlimited Hangout », ont affirmé qu'indépendamment de l'intervention de la Fed, nous assistons toujours à un mouvement de consolidation bancaire (et, en fin de compte, à la création d'une CBDC).

Avant son effondrement, Moody's était sur le point de dégrader la note de crédit de la SVB. Puis, la semaine dernière, elle a placé la First Republic Bank et plusieurs autres banques régionalessous surveillance en vue d'une révision à la baisse. Elle a ensuite rétrogradé la First Republic Bank.

En réponse, le Wall Street Journal a rapporté que 11 grandes banques « se sont regroupées la semaine dernière pour déposer 30 milliards de dollars » dans First Republic afin de restaurer la confiance dans le prêteur.

Cette semaine, elle rapporte que M. Dimon, de JPMorgan Chase, mène des discussions avec d'autres banques sur ce qui peut être fait pour stabiliser la banque.

La semaine dernière, JPMorgan Chase a également ouvert des lignes de crédit à plusieurs des banques les plus menacées, a rapporté CNN – Zerohedge a souligné que cela ferait de JPMorgan Chase le plus grand créancier des petites banques :

> The twist is that JPM – which has hundreds of billions in excess cash and can be very « generous » – will soon be the largest creditor of small banks, positioning it in perfect spot for the coming debt for equity swaps. https://t.co/FNIz57jp2Y
>
> — zerohedge (@zerohedge) March 16, 2023

Mme Austin Fitts a déclaré que JPMorgan Chase est un exemple paradigmatique du fonctionnement de ces banques. Elle a déclaré qu'il s'agissait d'une « banque dont le modèle d'entreprise est fondamentalement criminel, et que ce modèle d'entreprise est protégé et soutenu par la banque et le Trésor ».

Le rapport Solari a publié un rapport en juin 2022 qui révèle qu'entre 2002 et 2019, JPMorgan a payé au moins 42 milliards de dollars en règlements judiciaires pour des activités criminelles.

Mme Iversen a reconnu que la gestion de cette crise s'inscrivait dans le cadre d'une évolution plus large vers la consolidation des banques et, en fin de compte, vers la CBDC :

« Ils vont faire en sorte que tout le monde veuille ce projet [CBDC] et la façon dont ils vont le faire est de permettre aux banques de faire faillite une par une ... tout en consolidant toutes ces petites banques dans les grandes banques et ces grandes banques sont la Réserve Fédérale, Citibank, JPMorgan Chase.

« Ils sont les actionnaires de la Réserve fédérale et c'est leur monnaie que nous dépensons. »

Selon Mme Austin Fitts, « la pandémie a tué beaucoup de petites entreprises, et il me semble que dans cette situation, il y a un effort pour tuer les petites banques, ce qui, vous savez, si cela réussit, nous aurons de vrais problèmes ».

« Le crédit fédéral est utilisé pour consolider le système bancaire et c'est très mauvais pour les gens ordinaires », a-t-elle ajouté.

Les CBDC ne sont pas des monnaies, mais un outil de contrôle

Les CBDC sont des monnaies numériques garanties par le gouvernement et émises par une banque centrale. Ils peuvent être émis à l'intention des institutions financières ou du grand public, ce qui permet aux citoyens de disposer d'un compte bancaire auquel le gouvernement peut accéder directement, sur un compte détenu soit par le gouvernement lui-même, soit par une banque commerciale.

Par exemple, M. Dimon a déclaré aux membres du Congrès que la Réserve fédérale ne serait pas en mesure de gérer elle-même une CBDC, mais qu'elle aurait besoin d'intermédiaires, comme les banques existantes.

Les CBDC sont rapidement mises en place afin d'instaurer un nouveau système de transactions économiques. L'année dernière, le Fonds monétaire international a indiqué que plus de 100 gouvernements nationaux étudiaient, testaient ou mettaient en place des CBDC.

Il s'agit notamment du département du Trésor des États-Unis, qui a annoncé en novembre

qu'il testerait bientôt un programme pilote de 12 semaines pour les CBDC.

Le Forum économique mondial (WEF) dispose d'un groupe de travail chargé de veiller à l'interopérabilité des différentes CBDC nationales. La semaine dernière, le WEF a affirmé que les CBDC étaient « inévitables ».

Les CBDC sont présentées comme des jetons numériques susceptibles de simplifier la politique monétaire et d'instaurer des sociétés sans numéraire pratiques.

On dit aussi parfois qu'ils sont similaires aux crypto-monnaies en raison de leur nature numérique, mais il y a des distinctions essentielles à faire à l'heure actuelle.

Alors que les crypto-monnaies sont décentralisées et visent à permettre des transactions anonymes, les CBDC sont centralisées et peuvent suivre chaque transaction.

C'est pourquoi les sceptiques des CBDC, comme Mme Austin Fitts, ont affirmé que « les CBDC ne sont pas des monnaies, mais un outil de contrôle ».

Par exemple, les CBDC étant programmables, elles pourraient permettre aux autorités de limiter les achats, les paiements et les revenus d'une manière jugée socialement bénéfique, de déterminer à quels vendeurs l'argent peut aller, ou de récompenser et de punir les gens pour des comportements particuliers.

Les critiques soutiennent que les CBDC pourraient être utilisées pour punir ceux que le gouvernement considère comme s'engageant dans des activités criminelles, de la même manière que le gouvernement canadien a coupé l'accès des camionneurs protestataires à leurs cartes de crédit et à leurs comptes bancaires.

M. Krieger a tweeté que la crise bancaire contient de nombreux éléments clés pour la mise en place d'une CBDC.

Les partisans des CBDC – qui vont du Trésor américain au WEF, la Chambre des Lords du Royaume-Uni, la Harvard Business Review et bien d'autres – soutiennent que des CBDC hypothétiques pourraient offrir aux gens une stabilité financière personnelle lorsque les marchés financiers mondiaux sont volatils, freiner le pouvoir de Big Tech, mettre fin aux retraits bancaires, faciliter la réglementation et « améliorer l'inclusivité ».

La Réserve fédérale indique sur son site web qu'elle étudie la possibilité d'utiliser les CBDC pour améliorer le système de paiement national des États-Unis.

Les experts ont observé que les banques qui ont fait faillite jouaient un rôle clé dans la fourniture de transactions en crypto-monnaies qui pourraient constituer un défi pour une CBDC – et en particulier pour le système de paiement proposé par la Fed.

Les entreprises de crypto-monnaies ont également des relations avec les grandes banques commerciales, mais Signature et Silvergate ont toutes deux fourni des passerelles entre les crypto-monnaies et les monnaies traditionnelles.

Silvergate exploitait notamment le réseau SEN (Silvergate exchange network), qui offrait un accès 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à des transferts quasi-instantanés d'USD via des crypto-monnaies. Signature avait un programme similaire, appelé Signet.

« Il s'agit d'une sorte de CBDC, mais gérée par le secteur privé. Si vous essayez de mettre en place une CBDC gérée par la Fed, vous ne pouvez pas avoir un concurrent qui fonctionne, qui n'est pas sous leur contrôle », a déclaré M. Krieger, analyste financier et créateur de Liberty Blitzkrieg, à Whitney Webb.

S'exprimant devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants des États-Unis au début du mois, le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré que la banque centrale n'était pas encore sur le point de publier une CBDC américaine. Mais elle prend des mesures sous la forme d'un nouveau programme appelé FedNow, a rapporté Fortune.

La semaine dernière, la Fed a annoncé qu'elle lancerait en juillet FedNow, son mécanisme visant à faciliter les transactions en temps réel et à donner aux clients un accès immédiat aux fonds.

Zerohedge a tweeté l'annonce de FedNow :

> FedNow Instant Payments Are Coming And CBDCs Will Follow https://t.co/Z8qTIiofDq
>
> — zerohedge (@zerohedge) March 20, 2023

Comment les citoyens peuvent-ils arrêter les CBDC ?

Mme Austin Fitts affirme depuis longtemps que les gens ne sont pas impuissants face au déploiement potentiel de la CBDC.

« Il est important de reconnaître que chacun d'entre nous peut faire beaucoup pour agir », déclare Mme Austin Fitts. « Dans un système financier à fort effet de levier comme le nôtre, un seul individu compte beaucoup. »

Elle a proposé dix mesures pratiques que les citoyens peuvent mettre en œuvre dans leur vie quotidienne, notamment en utilisant de l'argent liquide, en faisant des affaires avec des personnes de confiance et en trouvant une bonne banque locale.

Elle préconise également l'utilisation de systèmes analogiques dans la mesure du possible, en évitant la collecte de données biométriques et les codes QR.

« Dans un système parfait, nous aurions des actifs numériques et des actifs analogiques. Je suis une fervente partisane de l'argent liquide, car il faut trouver un équilibre entre le numérique et l'analogique. Tout ce qui est numérique peut être contrôlé. »

Dans le même ordre d'idées, elle préconise le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« L'OMS, parmi d'autres actions inacceptables, utilise le système de santé pour instituer des passeports vaccinaux, a déclaré Mme Austin Fitts, ce qui n'est qu'un moyen d'obtenir le système d'authentification nécessaire aux CBDC et au contrôle de l'espace. »

Mme Austin Fitts recommande également de demander aux législateurs de votre État de

créer une banque d'État souveraine qui protège le droit à des transactions financières libres. Elle recommande aux citoyens d'exiger que les institutions financières telles que la Federal Reserve Bank of New York soient tenues pour responsables.

Mme Austin Fitts n'est pas la seule à plaider en faveur d'un système bancaire régional fort. A déclaré M. Sacks à M. Dore :

« Je pense que nous avons besoin d'un système bancaire régional dynamique dans ce pays, car si nous ne l'avons pas, notre liberté sera considérablement réduite.

« La façon la plus simple d'avoir un système de crédit social est d'obliger tout le monde à déposer son argent dans quatre banques, qui n'ont plus qu'à mettre en œuvre le système par le biais de leurs conditions d'utilisation.

« Qui dirige ces quatre banques ? Tous ces gens qui ont des relations politiques à Washington et à Davos. »

Brenda Baletti, Ph. D.

La source originale de cet article est The Defender
Copyright © Brenda Baletti, The Defender, 2023

Articles Par : Brenda Baletti

A propos :

Brenda Baletti Ph.D. est journaliste au Defender. Elle a écrit et enseigné sur le capitalisme et la politique pendant 10 ans dans le cadre du programme d'écriture de l'université Duke. Elle est titulaire d'un doctorat en géographie humaine de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'une maîtrise de l'université du Texas à Austin.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca